

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpres.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 830

15 mars 2004

SOMMAIRE

Page

Le partenariat militaire E.-U.-Afrique est important pour la lutte contre le terrorisme (Propos du chef adjoint du Commandement européen des Etats-Unis) (1100)	1
Le registre des armes conventionnelles des Nations unies encourage la transparence au niveau national (Un grand nombre de pays ont soumis des données en 2003.) (250)	2
Lutte contre le terrorisme: le ministère des finances crée une nouvelle direction (Cette direction sera chargée de coordonner la lutte contre le financement du terrorisme.) (250)	2
Les premiers pays pouvant bénéficier du Compte du millénaire seront choisis en mai (Ceux qui seront choisis pourront alors soumettre leurs projets)(610)	2
Le président Bush met en garde contre le protectionnisme (Son discours du 10 mars devant un groupe de femmes chefs d'entreprise à Cleveland) (380)	3
Madagascar: les Etats-Unis fournissent une aide d'urgence de 50.000 dollars (Le cyclone Gafilo a causé la mort de 7 personnes et fait 50.000 sans-abri) (410)	3
Nigeria: le président Obasanjo a maintenu l'espoir durant des moments difficiles (Sa souplesse et sa recherche du dialogue ont préservé l'unité.) (890)	4
La proclamation du président Bush relative au Mois de la femme (Texte de la proclamation) (400)	4
La Journée internationale de la femme met l'accent sur le sida (Elle est l'occasion d'attirer l'attention sur les effets de cette pandémie sur les femmes.) (1300)	5
Les Etats-Unis sont attachés à la convention-cadre sur les changements climatiques (Propos de la sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales à Vienne) (460)	6

Condoleezza Rice: il faut donner un nouveau dynamisme à la diplomatie publique (Le discours de la conseillère de la Maison-Blanche à l'université de Louisville) (650)	6
Passeport "sécurisé": 27 pays ne pourront pas respecter le délai fixé par les E.-U. (Propos d'une haute responsable du département d'Etat) (690)	7

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE NOVEMBRE 2004

L'équipe de réélection du président Bush entre en campagne (Elle emploie des techniques tant classiques que nouvelles.) (1110)	8
Les Afro-Américains et les élections de 2004 aux Etats-Unis (Un entretien avec M. Ron Walters) (1540)	9

AFI402 03/11/2004

Le partenariat militaire E.-U.-Afrique est important pour la lutte contre le terrorisme

(Propos du chef adjoint du Commandement européen des Etats-Unis) (1100)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Avec l'aide des Etats-Unis, l'Afrique fait des progrès dans la lutte contre le terrorisme, mais ceux-ci risquent d'être compromis du fait de la propagation de l'épidémie de sida dans les armées africaines, notamment en Afrique du Sud, qui a déjà des difficultés à s'acquitter de ses engagements en matière de maintien de la paix, a indiqué le chef adjoint du Commandement européen (EUCOM), le général Charles Wald.

L'armée sud-africaine, qui est l'une des armées les plus professionnelles d'Afrique, s'acquitte bien de sa tâche en matière de maintien de la paix dans des pays tels que le Burundi, mais son acquisition peu judicieuse de certains systèmes d'armes (elle aurait probablement pu acquérir plus d'aéronefs et moins de sous-marins) et le taux élevé de séropositivité chez ses soldats vont avoir des répercussions graves sur ses moyens d'action.

Le général Wald a fait part de cette opinion lors de la conférence de presse qu'il a donnée au Centre de la presse étrangère de Washington le 8 mars, à son retour d'une tournée récente dans 10 pays africains (Ghana, Algérie, Nigeria, Angola, Afrique du Sud, Namibie, Gabon, Sao-Tomé, Niger et Tunisie) qui figurent parmi les 93 pays d'Europe et d'Afrique relevant de l'EUCOM, dont le siège est à Stuttgart (Allemagne).

Il s'est déclaré réconforté par les entretiens qu'il avait eus avec de hauts responsables tant civils que militaires de ces Etats. "Dans tous les pays où je vais en Afrique et où nous parlons de la guerre contre le terrorisme, ce thème éveille une résonance et suscite un accord sur le fait que nous avons quelque chose en commun." Tout le monde se rend compte de la menace que les extrémistes font peser sur les Etats démocratiques, et un grand nombre de pays sont d'avis qu'il faut agir de concert pour faire face à cette menace.

L'EUCOM, a-t-il indiqué, prête une plus grande attention à l'Afrique, en partie à cause du trafic des "diamants de la guerre" provenant de pays comme la Sierra Leone et qui ont éveillé l'intérêt de réseaux terroristes tels que Al-Qaïda et le Hezbollah en tant que grande source de financement.

L'action des groupements terroristes qui oeuvrent en Afrique a été fortement entravée en partie par les partenariats militaires américano-africains tels que l'Initiative pansahélienne. Dans le cadre de ce programme, qui est administré par le département d'Etat, des membres des forces spéciales des Etats-Unis donnent une formation à des unités du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad pour leur permettre de mieux assurer la sécurité au sein de leur pays et de patrouiller les zones frontalières avec plus d'efficacité.

Le général Wald a souligné que l'Initiative pansahélienne et l'ACOTA ("African Contingency Operations Training Assistance"), qui avait pour mission d'améliorer les compétences de soldats africains en matière de maintien de la paix, constituaient des partenariats où les partenaires étaient sur un pied d'égalité. Il y a à cela deux bonnes raisons, a-t-il dit: "Tout d'abord, les Etats-Unis ne peuvent pas tout faire par eux-mêmes et ils ne le feront pas. Ils ne doivent pas le faire car le terrorisme est le problème de tout le monde. Ensuite, les pays partenaires ont ainsi la fierté de savoir qu'ils jouent un rôle important dans la solution du problème."

L'ACOTA a reçu une nouvelle attention récemment parce que l'Afrique du Sud a indiqué son intention de faire appel à sa formation, ce qui est une très bonne chose selon le général. Les entretiens qu'il a eus avec des officiers supérieurs sud-africains à Stuttgart l'ont convaincu que les relations entre les Etats-Unis et l'armée sud-africaine s'étaient renforcées et que la formation de soldats sud-africains aurait des avantages importants.

En ce qui concerne le maintien de la paix, le général Wald a déclaré: "Nous pensons que l'approche régionale (...) est bonne. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constitue un très bon exemple de la manière dont la sécurité collective peut donner des résultats dans le continent africain. La réussite de la CEDEAO au Liberia (...) sous la direction du Nigeria et avec des contingents de 9 pays africains (...) est un excellent exemple de la manière dont les Africains peuvent s'entraider (...) et un modèle pour l'Afrique."

Toutefois, ce modèle est gravement compromis par la pandémie de sida, qui est devenue un énorme problème en Afrique. Même le ministère américain de la défense consacre plus de 20 millions de dollars à l'aide en matière de lutte contre le sida à plusieurs pays africains, dont l'Afrique du Sud.

C'est un problème qui a une incidence sur l'état de préparation des armées africaines. "Par exemple, a-t-il dit, l'armée sud-africaine compte 75.000 hommes, dont un nombre important sont séropositifs. Il s'ensuit qu'elle ne peut pas détacher de nombreux soldats et, par voie de conséquence, accomplir certaines des missions de maintien de la paix. Nous souhaitons que les soldats sud-africains puissent accomplir leur mission et nous voulons les aider à cette fin."

Malgré les problèmes auxquels se heurte son armée, l'Afrique du Sud continue de revêtir de l'importance pour les Etats-Unis, car d'autres pays africains souhaitent que ce pays, tant son armée que son gouvernement, joue un rôle dirigeant. Pour pouvoir jouer ce rôle, l'Afrique du Sud aura à transformer son armée. Les Etats-Unis comptent l'y aider sur les plans des compétences, de la formation et de la discussion de problèmes comme celui du sida.

Quant à l'éventualité d'une présence de forces américaines dans le continent africain, le général Wald a indiqué que les Etats-Unis souhaitaient disposer d'emplacements avancés d'opérations qui permettraient notamment à leurs forces de se ravitailler en carburant. L'Afrique, a-t-il dit, est un immense continent; la distance de Stuttgart au Cap est de quelque 10.000 km, soit la même distance qu'entre Stuttgart et Los Angeles."

En réponse à la question d'un journaliste algérien qui lui demandait s'il avait parlé de l'éventuel établissement d'une base américaine en Algérie lors de ses entretiens avec de hauts responsables de ce pays, le général Wald a dit: "Nous ne cherchons pas à avoir une base permanente en Algérie." Il a ajouté qu'il attendait avec intérêt la prochaine réunion des chefs d'état-major des pays nord-africains à Stuttgart, qui sera la première à se tenir dans le cadre de l'EUCOM. (Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 03/09/2004

Le registre des armes conventionnelles des Nations unies encourage la transparence au niveau national

(Un grand nombre de pays ont soumis des données en 2003.) (250) Lorsqu'ils communiquent au Registre des armes conventionnelles des Nations unies des données sur leurs stocks militaires et leurs achats, les Etats membres des Nations unies font progresser la transparence régionale.

Tous les pays membres de l'ONU, quelles que soient leur taille ou leur importance, peuvent le faire, souligne une fiche analytique publiée le 3 mars par le bureau du département d'Etat chargé du contrôle des armements, y compris ceux qui n'importent ou n'exportent pas d'armes. De façon à encourager le dialogue sur la sécurité tant au niveau bilatéral que régional, tous les pays membres ont accès aux informations répertoriées dans le registre.

La plupart des producteurs, exportateurs et importateurs d'armes classiques fournissent régulièrement des informations au registre. L'année dernière, des pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe orientale, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe occidentale ont fourni des informations concernant leurs missiles, lance-missiles (y compris de missiles sol-air portatifs ou MANPADS), hélicoptères d'attaque, bâtiments de guerre et sous-marins, avions de combat, artillerie de gros calibre, chars d'assaut et véhicules blindés de combat.

En 2003, les 22 pays d'Europe orientale, 16 des 53 pays d'Afrique, 31 des 53 pays d'Asie, 24 des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et 27 des 29 pays d'Europe occidentale, d'autres Etats et deux pays non membres de l'ONU ont fourni des rapports sur leurs stocks d'armes classiques.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI203 03/09/2004

Lutte contre le terrorisme: le ministère des finances crée une nouvelle direction

(Cette direction sera chargée de coordonner la lutte contre le financement du terrorisme.) (250)

Le ministère américain des finances a annoncé la création en son sein d'une nouvelle direction qui aura pour mission de coordonner les activités visant à entraver le financement du terrorisme.

Dans le communiqué de presse qu'il a diffusé le 8 mars à ce sujet, ce ministère indique que sa nouvelle direction ("Office of Terrorism and Financial Intelligence" ou TFI) sera responsable de son action destinée à empêcher que les terroristes à travers le monde reçoivent une aide financière. Il s'agit là d'un élément fondamental de la politique du gouvernement Bush visant à protéger les Etats-Unis contre tout acte de terrorisme.

La nouvelle direction aura à sa tête un vice-ministre et deux autres hauts responsables et coordonnera les activités de trois services du ministère qui sont déjà spécialisés dans ce domaine (l'"Executive Office of Terrorist Financing and Financial Crimes", le "Financial Crimes Enforcement Network" et l'"Office of Foreign Assets Control").

Elle sera chargée "non seulement de concentrer son action sur la guerre financière contre le terrorisme, mais aussi de protéger l'intégrité du système financier, de lutter contre la criminalité financière, de faire appliquer les sanctions économiques frappant les Etats dévoyés et de contribuer à la recherche actuelle d'avoirs irakiens."

Le président Bush doit nommer prochainement les trois personnes appelées à occuper ces fonctions, et le Sénat devra entériner leur nomination avant qu'elles puissent les exercer.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI404 03/11/2004

Les premiers pays pouvant bénéficier du Compte du millénaire seront choisis en mai

(Ceux qui seront choisis pourront alors soumettre les plans de projets qu'ils souhaitent voir financer dans le cadre du Compte du millénaire.) (610)

Le 10 mars, M. Alan Larson, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles et directeur exécutif par intérim du Compte du millénaire (MCA), aux côtés du vice-ministre des finances pour les affaires internationales, M. John Taylor, et d'autres représentants du Compte et de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a tenu une réunion publique afin d'expliquer les critères sous-tendant la sélection des pays qui pourront bénéficier des avantages conférés par le Compte du millénaire et donné quelques précisions sur ce nouveau mécanisme.

M. Larson a précisé que le conseil d'administration du Compte (U.S. Millennium Challenge Corporation, MCC), une nouvelle entité gouvernementale chargée de déterminer l'admissibilité des gouvernements bénéficiaires en puissance, choisira en mai les pays qui seront invités à élaborer des projets qui pourraient bénéficier de l'aide du Compte. L'attachement à la bonne gouvernance, à la liberté économique et aux investissements sociaux figurent parmi les critères de sélection.

La stratégie sur laquelle repose le Compte du millénaire en ce qui concerne le développement, a expliqué M. Larson, vise une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté.

Le conseil d'administration du compte a proposé au Sénat que M. Paul Applegarth, qui est bien versé dans les questions liées au développement et au secteur privé, devienne le directeur exécutif du Compte.

La distribution de fonds dans le cadre du Compte du millénaire reposera sur les résultats d'ensemble obtenus par un pays en vertu de 16 indices bien précis, a dit M. Larson, ajoutant que le conseil d'administration du compte pourra ajuster le score obtenu par un pays particulier lorsque les données fournies seront incomplètes par exemple ou lorsque l'indice, dans un domaine particulier, sera bien inférieur à la moyenne.

D'autres facteurs seront pris en considération, notamment le degré de respect des droits des personnes handicapées, les normes en matière de travail, la protection de l'environnement.

M. Larson a fait remarquer que les 16 indices tenaient compte des questions liées aux femmes, même si aucun d'eux ne portait spécifiquement sur le sujet, précisant notamment que l'indicateur économique relatif au nombre de jours nécessaires pour mettre en route une entreprise concernait les femmes car celles-ci sont propriétaires de nombreuses petites entreprises.

Le président Bush a proposé le Compte du millénaire en mars 2002. En janvier, le Congrès a approuvé son financement pour la première année à hauteur de 1 milliard de dollars. Pour l'année budgétaire 2005 qui commence le 1er octobre 2004, le gouvernement Bush a proposé un budget de 2,5 milliards de dollars pour ce compte.

"C'est un engagement à long terme", a souligné Mme Barbara Turner, la représentante de l'USAID, ajoutant que le conseil d'administration du Compte coordonnera ses déboursements avec ceux des autres pays donateurs.

Parmi les critères de participation au Compte du millénaire pour l'année budgétaire 2004 figurent notamment la possibilité d'obtenir des prêts de l'Association internationale de développement (IDA), qui dépend de la Banque mondiale, un revenu annuel par habitant

inférieur à 1.415 dollars et aucune interdiction à recevoir de l'aide des Etats-Unis.

Le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, est président du conseil d'administration du Compte; le ministre des finances, M. John Snow, en est le vice-président. L'administrateur de l'USAID, M. Andrew Natsios, et le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, en sont membres. Le Congrès se penche actuellement sur une liste de membres potentiels qui représenteraient le secteur privé.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 03/11/2004

Le président Bush met en garde contre le protectionnisme

(Son discours du 10 mars devant un groupe de femmes chefs d'entreprise à Cleveland) (380)

Selon le président Bush, les Etats-Unis et les autres pays doivent encourager la croissance économique mondiale en supprimant les obstacles au commerce plutôt qu'en se protégeant derrière un "mur".

Lors du discours qu'il a prononcé devant un groupe de femmes chefs d'entreprise le 10 mars à Cleveland, le président a critiqué ceux qui préconisaient une augmentation des impôts fédéraux et le protectionnisme pour faire face aux problèmes créés par la mondialisation et par d'autres changements économiques.

"La vieille politique de l'isolationnisme économique est le moyen le plus sûr de susciter une catastrophe, a-t-il dit. Les Etats-Unis ont renoncé à cet état d'esprit défaitiste, et nous n'allons pas revenir en arrière."

Pour sa part, le candidat démocrate à la présidence, M. John Kerry, a déclaré à plusieurs reprises que le gouvernement Bush ne faisait pas assez pour créer des emplois et pour les retenir dans le pays. Des parlementaires, notamment des démocrates, proposent également de rendre plus difficile la délocalisation à l'étranger des entreprises américaines.

M. Bush a déclaré que son gouvernement avait une meilleure politique pour faire face aux difficultés économiques. Cette politique est destinée à encourager le libre-échange, à créer un climat plus propice aux entreprises et aux investissements aux Etats-Unis ainsi qu'à préparer les travailleurs américains à participer à la nouvelle économie.

Les travailleurs américains, a-t-il dit, peuvent rivaliser avec les travailleurs des pays étrangers. Leurs compétences sont appréciées par les entreprises étrangères qui s'implantent aux Etats-Unis. Le protectionnisme susciterait des mesures de rétorsion des autres pays et risquerait de faire disparaître d'autres emplois, tandis que le libre-échange favorise la création d'emplois. L'apport d'un soutien aux travailleurs en vue du perfectionnement de leur formation ou de leur reconversion leur permet de tirer parti de ces nouvelles possibilités.

Afin d'encourager la création d'emplois aux Etats-Unis et d'empêcher leur délocalisation à l'étranger, a-t-il fait remarquer, les pouvoirs publics doivent améliorer la réglementation, réduire les frais d'assurance maladie, décourager les procès intentés pour des motifs frivoles, garantir un approvisionnement énergétique sûr et à un prix abordable ainsi que créer un climat stable en matière de fiscalité.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI305 03/10/2004

Madagascar: les Etats-Unis fournissent une aide d'urgence de 50.000 dollars

(Le cyclone Gafilo a causé la mort de 7 personnes et fait 50.000 sans-abri) (410)

Le département d'Etat a annoncé, le 10 mars, que les Etats-Unis avaient accordé à Madagascar une aide d'urgence en vue de secourir quelque 100.000 Malgaches qui avaient été touchés par le cyclone Gafilo.

Le communiqué que le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a diffusé ce jour-là indique que cette aide fait suite à l'appel du gouvernement malgache à la solidarité internationale et que l'ambassade des Etats-Unis à Antananarivo examine avec ce gouvernement les besoins d'une aide supplémentaire.

On trouvera ci-après le texte de ce communiqué.

Les Etats-Unis apportent une aide d'urgence à Madagascar. Aujourd'hui, le 9 mars 2004, les Etats-Unis ont fourni 50.000 dollars au titre d'une aide d'urgence destinée à aider les habitants de Madagascar frappés par le cyclone Gafilo. L'ambassadrice des Etats-Unis à Madagascar, Mme Wanda Nesbitt, a autorisé cette aide en réponse à un appel urgent du gouvernement malgache à la solidarité internationale. Notre ambassade à Antananarivo examine avec le gouvernement malgache les besoins d'une aide supplémentaire.

Le cyclone Gafilo a frappé Madagascar le 7 mars au sud de la ville d'Antalaha. Le gouvernement malgache a confirmé que le cyclone avait causé la mort de 7 personnes. Aucun Américain ne figure parmi les morts. Les Etats-Unis présentent leurs condoléances aux familles des victimes et expriment leur sympathie à tous ceux qui ont été touchés par le cyclone Gafilo.

Le montant des dommages en dollars n'a pas encore été évalué, mais le gouvernement malgache estime que près de 100.000 personnes ont été touchées et que 50.000 d'entre elles sont sans abri. Gafilo est l'un des cyclones les plus forts et les plus importants qui aient frappé Madagascar au cours des vingt dernières années. Il a traversé le nord de Madagascar avant de passer au-dessus du canal du Mozambique, où il a gagné de la force. Il a ensuite changé sa trajectoire, et on s'attend qu'il frappe de nouveau Madagascar au nord de Morombe dans les prochaines 24 heures.

Madagascar se remet à peine des effets du cyclone Elita, qui avait causé des dommages de grande ampleur lors de son passage le 28 janvier et de nouveau le 2 février. A ce moment-là, les Etats-Unis avaient déjà fourni une aide d'urgence de 50.000 dollars.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 03/08/2004

Nigeria: le président Obasanjo a maintenu l'espoir durant des moments difficiles

(Sa souplesse et sa recherche du dialogue ont préservé l'unité.) (890)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - De l'avis de M. John Paden, professeur d'études internationales à l'université George Mason, en réagissant comme il l'a fait aux affrontements parfois sanglants qui divisaient le pays, le président Olusegun Obasanjo a contribué à préserver l'unité nationale alors que le Nigeria perdait "ses repères moraux" et descendait rapidement dans la spirale d'une violence sectaire. Il a

aussi rassuré les musulmans du nord du pays quant à leur place dans la vie politique de la nation, "ce qui a, chose surprenante, maintenu l'espoir et empêché que la controverse sur le poids de la loi islamique ne défraye la chronique".

C'est à l'occasion d'une conférence portant sur la loi islamique - la charia - et sur l'état des relations entre les musulmans et les non-musulmans au Nigeria, organisée le 18 février par la Commission fédérale sur la liberté religieuse dans le monde (USCIRF), que M. Paden, l'un des africanistes les plus renommés des Etats-Unis, a fait part de ses vues.

Depuis 1999, date à laquelle M. Obasanjo a été élu pour la première fois président, 12 Etats du nord du Nigeria ont étendu la portée de la loi islamique ou annoncé une telle expansion. Lorsque les médias se sont saisis du cas d'une Nigériane accusée d'adultère condamnée à mort par lapidation, l'USCIRF a dépêché une délégation au Nigeria afin d'y évaluer le degré de liberté religieuse. A la suite de ce voyage, en septembre dernier, la Commission a publié un communiqué dans lequel elle fait part de sa préoccupation continue concernant la violence qui oppose musulmans et chrétiens et qui a causé la mort de milliers de personnes depuis l'élargissement de la portée de la charia.

M. Paden a fait remarquer qu'après les émeutes sanglantes de Kaduna et de Kano, le président Obasanjo s'est efforcé de rompre le cycle de la violence devenue pratiquement endémique au Nigeria en encourageant les musulmans du nord à continuer à travailler dans le cadre du système politique.

A cette fin, il s'est efforcé de convaincre le parti national dominant, le PDP, de promettre qu'après 2007 leur candidat serait originaire du nord musulman du pays. "Maintenant, que cela se réalise ou pas (...), tout le monde, dans le nord, pense qu'en 2007 le président sera un musulman du nord", a précisé l'universitaire.

Pour lui, ce compromis auquel était arrivé le président nigérian se justifie, car trois candidats musulmans expérimentés attendent dans les coulisses: le vice-président Abubakar, le général Buhari, et le général Babangida. Ayant une formation et des expériences diverses, chacun d'entre eux a ses partisans dans le nord du pays.

"Personne n'est donc disposé à sortir du jeu, ne voulant pas admettre avoir renoncé à la politique constitutionnelle alors que son favori pourrait être celui qui deviendra président", a fait remarquer M. Paden.

A propos des jugements découlant de l'application de la charia, a expliqué M. Paden, le président Obasanjo a choisi prudemment d'engager un dialogue public plutôt que de les présenter comme une lutte entre le pouvoir fédéral et le pouvoir de l'Etat. "Les efforts qu'il a menés récemment afin d'encourager un débat national à propos de la peine de mort est un moyen détourné d'aborder la question des condamnations découlant de la charia. Je pense qu'il serait très content de dire que si nous abolissions la peine de mort, nous n'aurions plus à confronter la question des lapidations", a-t-il dit.

Un autre facteur sous-tendant l'unité, a-t-il précisé, est le fait que le système de partis au Nigeria n'a jamais compris les partis religieux ou ethniques. Il n'est donc pas question d'avoir un parti chrétien-démocrate, ou musulman-démocrate. La commission électorale indépendante ne l'autoriserait pas.

"C'est l'extrémisme qui peut conduire à la violence au sein des communautés et qui est un élément déstabilisateur au plan politique (...)", a rappelé M. Paden.

"Je n'associe nullement la religion avec l'extrémisme, et la constitution du Nigeria interdit les sectes et les cultes", a-t-il souligné, ajoutant: "Pour moi, l'extrémisme c'est quand vos paroles et vos actions commencent à déstabiliser et à miner un système

politique, par exemple, prôner le renversement d'un gouvernement par la violence."

"Même au sein de la communauté musulmane, on a le sentiment que l'ordre public exige de ne pas dépasser certaines bornes. Et, à Sokoto, par exemple, les hommes religieux doivent être homologués", a-t-il précisé.

Et de conclure: "Si les gens s'intéressent à la politique électorale, et c'est là l'un des avantages du fédéralisme démocratique, ils peuvent exprimer leurs griefs par ces moyens (où la religion n'entre pas en ligne de compte) plutôt que de recourir à la violence sectaire lorsqu'ils se sentent impuissants ou provoqués."

(La Commission fédérale sur la liberté religieuse dans le monde a été établie en 1998 par le Congrès afin d'enquêter sur les allégations de persécution religieuse. Elle publie régulièrement des rapports sur la violence sectaire dans le monde. C'est sur sa recommandation que le Congrès a, dans la Loi sur la paix au Soudan, obligé le gouvernement à prendre des mesures visant à bloquer l'accès aux recettes du pétrole au gouvernement soudanais au cas où il ne ferait pas preuve de bonne foi lorsqu'il s'agit de ses engagements dans les pourparlers de paix.)

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI101 03/08/2004

La proclamation du président Bush relative au Mois de la femme

(Texte de la proclamation) (400)

Le 6 mars, le président George Bush a désigné le mois de mars 2004 Mois de la femme dans une proclamation qui célèbre les réalisations des Américaines.

On trouvera ci-après le texte de cette proclamation, que la Maison-Blanche a diffusée ce jour-là.

Au cours du Mois de la femme, nous célébrons les nombreuses réalisations des femmes de notre pays.

Les femmes jouent un rôle de grande importance dans le monde des affaires, dans le secteur public, dans les domaines juridique, scientifique, médical et artistique, dans l'enseignement et dans de nombreux autres domaines. En tant que mères, soeurs et filles, elles apportent de la compassion et de l'honnêteté autour d'elles et contribuent à enseigner à nos enfants les valeurs qui font de notre pays une grande nation.

Les femmes d'aujourd'hui suivent les pas de pionnières telles que Sarah Pierce, Emma Willard, Catherine Beecher et Mary Lyon, qui ont contribué à ouvrir les portes de l'enseignement supérieur aux femmes de notre pays. Leurs idées et leur détermination ont changé les Etats-Unis à jamais. Les femmes d'aujourd'hui font aussi partie d'une longue tradition pour ce qui est de défendre notre pays. Pendant la guerre d'Indépendance, Margaret Cochran Corbin était chargée du service d'un canon et a été gravement blessée lors de la bataille de Fort Washington. De nos jours, plus de deux cent mille femmes servent dans les forces armées de notre pays et contribuent à la défense des Etats-Unis et à la progression de la paix et de la liberté. Nous leur sommes reconnaissants des sacrifices qu'elles font et nous sommes aussi reconnaissants aux membres de leur famille du soutien qu'ils leur apportent.

Ce mois-ci, nous célébrons les nombreuses façons dont les femmes renforcent et enrichissent les Etats-Unis.

C'est pourquoi je soussigné George Bush, président des Etats-Unis d'Amérique, proclame, en vertu du pouvoir que me confèrent la Constitution et le droit des Etats-Unis, le mois de mars 2004 Mois

de la femme. J'invite tous les Américains à observer ce mois par des cérémonies et des activités appropriées.

En foi de quoi j'appose ma signature au bas du présent document en ce cinquième jour de mars de l'an de grâce deux mille quatre, deux cent vingt-huitième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

George Bush

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 03/09/2004

La Journée internationale de la femme met l'accent sur le sida (Elle est l'occasion d'attirer l'attention sur les effets de cette pandémie sur les femmes.) (1300)

Par Judy Aïta

Correspondante du "Washington File"

Nations unies - Le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, des dirigeants du monde se sont associés à des responsables locaux des milieux médicaux pour attirer l'attention sur l'impact du VIH/sida sur les femmes. L'accroissement alarmant du nombre de femmes infectées par le virus, ainsi que le rôle fondamental de ces dernières dans la lutte contre la pandémie sont des sujets qui préoccupent particulièrement l'ONU.

"Cette année, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, les femmes ont décidé de se faire entendre au sujet du sida", a déclaré Mme Noeleen Heyzer, directrice exécutive du Fonds de développement des Nations unies pour la femme. "Les femmes et les jeunes filles estiment en effet que les campagnes de prévention du sida et de protection contre la maladie ne tiennent pas assez compte de leurs problèmes spécifiques."

Il y a dix ans, a expliqué Mme Heyzer, les femmes étaient à la périphérie de l'épidémie. Aujourd'hui, elles sont à son épice. La situation est particulièrement alarmante pour les jeunes femmes du monde en développement qui, dans la tranche des 15-25 ans, ont un taux d'infection qui est le double de celui des jeunes hommes.

"Les statistiques sont alarmantes. Aujourd'hui, 50 % des personnes infectées par le VIH sont des femmes. Il y a seulement six ans, ce taux était de 41 %. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 58 % des séropositifs sont des femmes (...)", a déclaré Mme Heyzer lors d'une réunion organisée au siège de l'ONU à l'occasion de la Journée de la femme.

"En fait, la transmission du virus de l'homme à la femme est deux fois plus probable que dans le sens inverse. Pourtant, les facteurs qui rendent les femmes plus vulnérables peuvent être changés (...) Ce qui est clair, c'est que le VIH/sida est une question de santé; c'est une épidémie; c'est une question de sexe, et tout particulièrement d'inégalité entre les sexes qui est fatale. En conséquence, il faut prendre des mesures drastiques", a affirmé Mme Heyzer.

Ont également participé à cette réunion autour du thème "Les femmes et le Sida" le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan; Sa Majesté la reine Noor de Jordanie; le Dr George Alleyne, envoyé spécial du secrétaire général pour le VIH/sida dans les Caraïbes; Noerine Kaleeba de l'ONUSIDA; Dean Peacock de EngenderHealth (Afrique du Sud), et le Dr Linda Distlerather, vice-présidente de la politique sanitaire mondiale à la société Merck and Co. Instituée en 1977 par les Nations unies, la Journée internationale de la femme est célébrée chaque année le 8 mars. Elle est l'occasion de faire le point sur les progrès réalisés vers l'égalité entre les sexes, d'évaluer les difficultés auxquelles se heurtent les femmes dans divers contextes socioculturels, d'envisager des

mesures susceptibles d'améliorer le statut des femmes, et de célébrer les victoires obtenues dans ces domaines.

Selon Mme Heyzer, six domaines en particulier nécessitent des efforts: fondation des démarches préventives sur les réalités de la vie des femmes; réduction de la violence contre les femmes; protection des droits des femmes à la propriété et à l'éducation; octroi aux femmes de soins et de traitements de qualité égale à ceux des hommes; mobilisation des responsables publics contre la stigmatisation des victimes du sida; enfin, affectation de ressources suffisantes.

Dans le Moyen-Orient et dans l'ensemble du monde, le VIH/sida n'est pas seulement une crise de santé publique, mais aussi une question de droits de l'homme, et tout particulièrement de droits de la femme, a affirmé la reine Noor.

"Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, nous avons jusqu'à présent réussi à échapper au pire, mais pas complètement. De récents rapports indiquent que près de 600.000 personnes sont séropositives. Malheureusement, près de 45.000 personnes sont mortes du sida l'année dernière. Ces chiffres, bien que considérés comme modestes dans d'autres régions, sont inacceptables", a-t-elle ajouté.

Les difficultés auxquelles se heurtent les femmes, particulièrement dans le monde en développement, sont tout aussi monumentales que les contributions qu'elles pourraient apporter à la société. "Les femmes se heurtent chaque jour à la discrimination politique, sociale, sexuelle et juridique qui sape leur potentiel et nous nuit à tous. Partout, les femmes font plus, mais leurs efforts ne sont pas appréciés à leur juste valeur."

Elle a ajouté que cela était particulièrement évident au Moyen-Orient. Malgré un taux d'infection qui compte parmi les plus faibles du monde, les femmes y constituent 55 % des séropositifs, un taux plus élevé que partout ailleurs, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. La reine explique cette situation par des circonstances géographiques et économiques, mais aussi par "les règles sociales et culturelles relatives à la femme, à l'homme, à la sexualité et à la famille".

Si certaines de ces règles peuvent réduire les comportements qui facilitent la propagation du virus dans d'autres régions, elles risquent par ailleurs de renforcer la stigmatisation qui dissuade les gens de se faire tester et les malades de se faire soigner.

"Du fait du tabou attaché à la maladie, nombre de séropositifs préfèrent mourir que de risquer le rejet - dans le meilleur des cas - de leur famille, de leurs amis et de leur communauté. Dans une culture où, malheureusement, les femmes risquent des mesures de rétorsion de la part des membres de leur famille à la moindre suggestion de mauvaise conduite, les dangers sont multipliés."

Selon elle, les tabous culturels qui empêchent l'établissement de diagnostics et favorisent la propagation de la maladie sont le plus grand obstacle à la lutte contre le sida au Moyen-Orient.

Elle a toutefois souligné les démarches entreprises par certains pays pour lutter contre la propagation de la maladie: des services d'assistance téléphonique pour ceux qui ont des questions sur la santé génésique ont été mis en place en Egypte, en Palestine et au Liban; des centres de conseils confidentiels pour les jeunes ont été ouverts en Tunisie; l'Algérie et le Liban ont adopté des plans d'action nationale; l'Iran a lancé une vaste campagne de lutte contre les tabous entourant la maladie; enfin, l'Egypte a mis en oeuvre un programme d'aide aux fillettes non scolarisées.

"Le taux relativement faible d'infection au VIH au Moyen-Orient constitue à la fois un risque et une chance: risque de sous-estimer le danger potentiel de la pandémie et de retarder les actions nécessaires, et chance de mobiliser les volontés politiques et

sociales pour agir vigoureusement contre la propagation de la maladie", a affirmé la reine.

Quant au secrétaire général de l'ONU, il a affirmé que des changements fondamentaux qui donneraient plus de pouvoir et de confiance aux femmes et aux jeunes filles et transformeraient les relations entre hommes et femmes étaient nécessaires.

Selon lui, certaines des stratégies actuelles de prévention, telles que l'incitation à l'abstinence, à la fidélité et à l'usage de préservatifs n'ont aucun sens dans des situations où les abus sexuels et la violence sont monnaie courante. Le mariage n'est pas non plus une méthode garantie de prévention de la propagation du VIH.

"A cause du sida, les femmes pauvres se retrouvent dans une situation économique encore plus précaire. Elles sont souvent privées de leurs droits en matière de logement, de propriété ou d'héritage, voire d'accès à des services médicaux adéquats (...) Forcées d'abandonner leurs études pour soigner un parent malade, s'occuper du ménage ou subvenir aux besoins de leur famille, les filles sombrent dans une pauvreté encore plus grande. Leurs propres enfants, à leur tour, ont moins de chances d'aller à l'école et courent davantage de risques d'être infectés. Les effets dévastateurs du sida sur les femmes coûtent très cher à la société." (Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI103 03/08/2004

Les Etats-Unis sont attachés à la convention-cadre sur les changements climatiques

(Propos de la sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales à Vienne) (460)

Les Etats-Unis sont très attachés à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et partagent son objectif ultime qui est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêchera toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, et ils tiennent à trouver, en partenariat avec d'autres pays, des solutions au défi que représentent les changements climatiques, a dit la sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, le 3 mars, à Vienne, à l'occasion d'une conférence de la Fédération de l'industrie autrichienne.

"A notre avis, il ne sera possible de faire face aux défis environnementaux que lorsque les gouvernements collaboreront avec les entreprises et l'industrie pour trouver des solutions qui permettront de mettre à profit l'ingéniosité du secteur privé et de s'assurer de son appui à long terme", a-t-elle expliqué.

La stratégie des Etats-Unis, a-t-elle indiqué, repose sur trois piliers fondamentaux: accroître la collaboration internationale lorsqu'il s'agit de faire face aux changements climatiques, améliorer les connaissances scientifiques et mettre au point de nouvelles technologies.

"Il faut aussi tenir compte de nombreux objectifs stratégiques, notamment la sécurité en matière d'énergie, le développement durable, la pérennité de la croissance économique, la compétitivité au plan économique", a-t-elle ajouté.

Elle a précisé que les Etats-Unis s'efforçaient d'accroître la collaboration internationale par le biais de 13 arrangements bilatéraux portant sur le climat et l'énergie avec des pays et des organisations régionales.

A propos de l'amélioration des connaissances scientifiques, Mme Dobriansky a fait remarquer: "Nous n'avons pas toutes les réponses en ce qui concerne le climat, et nous ne pouvons pas non plus prévoir de façon précise les changements qui surviendront dans le

climat ou la portée exacte des activités de l'homme sur ces changements. Il est indispensable d'avoir de meilleures données concernant l'observation de l'environnement."

Quant à la mise au point de nouvelles techniques, elle a indiqué que les Etats-Unis étaient très attachés à la mise au point de piles à hydrogène, à la création de puits de carbone, à la prochaine génération de centrales nucléaires, et à l'énergie de fusion.

"Il se peut que nous ayons à changer fondamentalement la façon dont nous produisons et consommons l'énergie", a-t-elle dit, ajoutant: "Il sera nécessaire de trouver des stratégies entièrement nouvelles pour maintenir les profondes réductions d'émissions qui jouiront de l'appui général de la communauté internationale. Nous sommes cependant disposés à travailler à la fois avec les pays industriels et avec les pays en développement, de même qu'avec le secteur privé, pour encourager ces types de techniques."

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI501 03/12/2004

Condoleezza Rice: il faut donner un nouveau dynamisme à la diplomatie publique

(Le discours de la conseillère de la Maison-Blanche à l'université de Louisville) (650)

Les Etats-Unis doivent redonner du dynamisme à leur "diplomatie publique", a affirmé, le 8 mars, la conseillère du président en matière de sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, lors d'un discours prononcé à l'université de Louisville (Kentucky).

"Malheureusement, je ne pense pas que, depuis la fin de la guerre froide, nous ayons consacré suffisamment d'attention aux efforts visant à mieux faire comprendre notre pays", a-t-elle déclaré.

Les gens veulent qu'on leur dise la vérité, a-t-elle souligné alors qu'elle répondait aux questions d'interlocuteurs à la fin de son discours. "Ils savent que le Moyen-Orient est une région du monde où le total du produit intérieur brut des 22 pays arabes est inférieur à celui de l'Espagne (...)

"Ils savent que le manque de volonté, lorsqu'il s'agit d'intégrer pleinement les femmes à la vie d'un pays, empêche ce pays d'avancer. Ces choses-là sont bien connues, et elles ne relèvent pas d'une imposition des vues américaines. Ce sont des valeurs universelles. Il nous faut donc en parler et nous étudions les moyens de le faire.

"Nous disposons de deux nouveaux moyens de diffuser des informations au Moyen-Orient, l'un étant une chaîne de télévision par satellite, l'autre Radio Sawa, qui y est très populaire. Il est très important de faire entendre le message", a-t-elle expliqué.

Mme Rice a aussi fait ressortir la nécessité, pour les universités et les organisations de la société civile, d'établir des contacts personnels au Moyen-Orient.

A son avis, les Etats-Unis doivent encourager ce genre de liens privés "dans des endroits tels que le Moyen-Orient, car je pense que la soif de telles relations existe et que les efforts ne doivent pas provenir seulement du gouvernement des Etats-Unis".

Elle a mentionné les initiatives mises en oeuvre afin de lutter contre le terrorisme aux quatre coins du monde, précisant qu'en s'en prenant aux chefs de file des réseaux terroristes, les Etats-Unis leur avaient fermé les portes de l'Afghanistan, leur principale base, de même que celles de l'Irak, "un Etat qui parrainait le terrorisme et avait des armes de destruction massive".

"La Libye s'est ralliée. Le Soudan et des pays tels que le Pakistan et l'Arabie saoudite mènent avec bien plus de vigueur la guerre

contre le terrorisme en leur qualité d'alliés des Etats-Unis", a-t-elle ajouté.

A propos des liens entre les Etats-Unis et la Russie, Mme Rice a dit: "Nos relations sont excellentes. Le président Bush et le président Poutine entretiennent de très bonnes relations. Nous avons engagé un dialogue stratégique. Nous avons bien plus de points en commun que nous avons de points de dissension."

En ce qui concerne la Chine, elle a fait remarquer que ce pays effectuait actuellement une vaste transition. "C'est une énorme économie, une économie en expansion au sein de laquelle l'esprit d'entreprise croît. Cette transition est en cours, et nous autres Américains devons faire le maximum pour garantir qu'elle soit positive, car la Chine va devenir un acteur de taille dans la politique internationale."

La politique des Etats-Unis concernant les relations de la Chine avec Taïwan est très claire, a-t-elle dit: "Il y a une Chine; cela signifie que Taïwan ne devrait pas essayer d'accéder à l'indépendance unilatéralement, et cela signifie aussi que la Chine ne devrait ni provoquer ni menacer Taïwan."

Elle a fait remarquer par ailleurs: "Nous faisons beaucoup de progrès avec les pays frontaliers, c'est-à-dire le Canada et le Mexique, afin d'essayer de mettre en place un meilleur mécanisme de contrôle des frontières et d'améliorer notre sécurité tout en permettant la libre circulation des marchandises et des services d'un côté et de l'autre des frontières."

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI104 03/08/2004

Passeport "sécurisé": 27 pays ne pourront pas respecter le délai fixé par les E.-U.

(Propos d'une haute responsable du département d'Etat) (690)

Pratiquement tous les 27 pays participant au programme d'exemption de visas des Etats-Unis ont indiqué qu'ils ne seraient pas en mesure de respecter le délai du 26 octobre 2004 fixé par la loi américaine en ce qui concerne la délivrance d'un passeport à lecture optique, a indiqué la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires consulaires, Mme Maura Harty, devant une sous-commission parlementaire.

La loi relative à la sécurité aux frontières exige que, à compter du 26 octobre 2004, ces pays délivrent à leurs ressortissants désireux de se rendre aux Etats-Unis un passeport à lecture optique comportant des données biométriques conformes aux normes fixées par l'Organisation de l'aviation civile internationale. Il s'ensuit que, s'ils n'ont pas un tel passeport, les ressortissants de ces pays devront obtenir un visa pour se rendre aux Etats-Unis après cette date, à moins que le Congrès ne reporte le délai prévu.

Dans le cadre du programme d'exemption de visas, les ressortissants d'un certain nombre de pays n'ont pas à obtenir un visa pour se rendre aux Etats-Unis pour affaires ou tourisme pour un séjour de moins de 90 jours. Les nouvelles exigences relatives à la possession d'un passeport à lecture optique s'inscrivent dans la lutte contre le terrorisme.

"Bien que les pays bénéficiaires du programme d'exemption de visas soient tous résolus à opérer un tel changement et qu'ils fassent des progrès à divers degrés pour se conformer à cette exigence, ils ont pratiquement tous indiqué qu'ils ne seraient pas en mesure de respecter la date limite", a précisé Mme Harty.

Les Etats-Unis ont joué un rôle primordial au sein de groupes de travail de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en préconisant l'incorporation de données biométriques dans les

documents de voyage. Mme Harty a déclaré qu'elle encourageait vivement les pays intéressés à délivrer un passeport à lecture optique à la date fixée par la loi américaine (le 26 octobre), mais qu'un grand nombre d'entre eux se heurtaient aux mêmes problèmes que les Etats-Unis avaient éprouvés lors de la mise au point d'un tel passeport. Parmi ces problèmes, figurent les décisions de l'OACI relatives à la sécurité, la compatibilité des lecteurs optiques et des passeports, les difficultés en matière d'obtention des puces électroniques nécessaires, les essais visant à garantir que ces puces fonctionneront tout au long de la durée du passeport, qui est en général de 10 ans.

"La décision de l'OACI de faire de la biométrie faciale une norme pour les passeports ne remonte qu'à mai 2003, ce qui fait que les pays intéressés n'ont eu que 17 mois pour passer du stade de la conception à la production, alors qu'il faut d'habitude des années", a-t-elle fait remarquer.

Pour leur part, les Etats-Unis comptent délivrer en octobre 2004 les premiers passeports biométriques munis d'une puce électronique sans contact qui contiendra des données biographiques et une photographie. "Nous espérons, a-t-elle dit, achever cette transition à la fin de 2005."

En réponse à la question d'un parlementaire, Mme Hardy a déclaré que si le délai du 26 octobre n'était pas reporté, le département d'Etat s'attendait à une augmentation considérable des demandes de visa, qui passeraient de 5,5 millions à 8 millions.

L'application de la loi aura de graves répercussions sur les voyages d'affaires, sur le tourisme et sur les universités, a-t-elle dit. "Nous ferons tout notre possible pour faciliter le voyage de ceux qui ont à faire face à une urgence, de ceux qui ont des délais à respecter, mais l'incidence sera grave pour les pays bénéficiaires du programme d'exemption de visas" et pour les services consulaires des Etats-Unis.

Les 27 pays participant au programme d'exemption de visas sont actuellement: l'Allemagne, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brunei, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, Saint-Marin, Singapour, la Slovaquie, la Suède et la Suisse.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE NOVEMBRE 2004

AFI207 03/09/2004

L'équipe de réélection du président Bush entre en campagne (Elle emploie des techniques tant classiques que nouvelles.) (1110)
Par Alexandra Abboud

Rédactrice du "Washington File"

Pendant les vingt "primaires" et "caucus" (assemblées électorales) des deux derniers mois et les consultations du "super mardi" (2 mars), l'attention des médias s'est concentrée sur les candidats démocrates cherchant à obtenir l'investiture de leur parti. Cela a peut-être commencé à changer le 23 février lorsque le président Bush a lancé sa campagne de réélection. Dans un discours aux gouverneurs républicains, il a défendu son bilan à la tête du pays et a essayé de se distinguer des candidats démocrates. "L'opposition n'offre guère de stratégies pour gagner la guerre, ni de lignes d'action pour relancer notre économie", a-t-il déclaré.

"Il faut choisir entre conserver les abattements fiscaux qui impulsent notre économie ou remettre le fardeau d'une fiscalité plus forte sur le dos des Américains", a-t-il continué. "Il faut choisir entre une Amérique forte et confiante (...) ou une Amérique qui hésite face au danger."

Bien que ce discours marque ce que beaucoup appellent le début officiel de la campagne de M. Bush, les activités d'appel de fonds et autres destinées à soutenir la campagne de réélection du président ont commencé il y a des mois. Selon des sources bien informées, la campagne de Bush aurait déjà recueilli plus de 143 millions de dollars de contributions, dont 12 millions pendant le seul mois de janvier. Ce trésor de guerre impressionnant sert à financer, par exemple, les publicités télévisées que la campagne de M. Bush a commencé à diffuser le 4 mars.

Tout titulaire d'un poste officiel, de par sa fonction, jouit d'une plus grande visibilité et a plus d'occasions de rencontrer les électeurs et de leur parler de ses prises de position politiques. En plus de l'équipe de M. Bush, son épouse Laura Bush, le vice-président Dick Cheney, l'épouse de ce dernier Lynne Cheney et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement font activement campagne en son nom. Selon le New York Times, ces derniers mois, ils ont participé à plus d'une centaine d'appels de fonds partout dans le pays. De plus, un réseau de plus de 400 personnes mobilisent des fonds dans 45 Etats et elles ont collecté plus de 100.000 dollars chacune.

Le 23 février aussi, le vice-président Cheney a prononcé un discours à Wichita (Kansas) dans lequel il a présenté le bilan du gouvernement dans la guerre antiterroriste et dans la reconstruction de l'Irak et de l'Afghanistan. "Je pense, a-t-il dit, que nos efforts ont été couronnés de succès. Je pense que les Américains peuvent tabler sur un avenir meilleur, une économie plus forte, et une sécurité accrue (...) tout cela grâce à la ferme direction assurée par George W. Bush."

Outre les discours de tournée électorale qui indiquent souvent le début d'une campagne, l'équipe de M. Bush a lancé sa campagne médiatique le 4 mars, date à laquelle elle a commencé à réserver du temps d'antenne sur plusieurs stations de télévision. Selon l'Associated Press, jusqu'à présent, elle a acheté pour au moins 4,5 millions de dollars de temps d'antenne sur des chaînes câblées telles que CNN, MSNBC, CNBC, Fox News Network et même ESPN, une chaîne consacrée aux sports. Toujours selon l'Associated Press, "les analystes politiques pensent que la publicité sur les réseaux câblés permet de cibler des groupes spécifiques d'électeurs et d'être présent partout, même dans les Etats qui ne seront peut-être pas en jeu dans l'élection."

L'équipe du président Bush diffusera aussi des spots de campagne sur les réseaux en langue espagnole tels qu'Univision et Telemundo au Nouveau-Mexique, en Floride, au Nevada et en Arizona, disent les conseillers de la campagne. Le site d'Internet Bush-Cheney peut aussi être consulté en espagnol.

La place importante accordée à la campagne en espagnol est le reflet des efforts faits par l'équipe de réélection pour toucher les "minorités" cette année. Lors de l'élection de 2000, l'ancien vice-président Gore avait reçu 62 % des voix des hispanophones, M. Bush 35 %. Selon les responsables de l'équipe Bush, le président pense qu'il est important de toucher les électeurs dont l'anglais n'est pas la langue maternelle.

Selon l'Associated Press, dans les Etats où l'on trouve une importante population hispanophone, tels que l'Arizona, le Nouveau-Mexique, la Floride et le Nevada, l'élection présidentielle de 2000 a été décidée par une marge de seulement 6 points de pourcentage ou moins. On prévoit que 9 millions d'électeurs hispanophones vont s'inscrire d'ici novembre: à l'évidence, les candidats à la présidence doivent "séduire" ces électeurs.

L'équipe Bush-Cheney a également fait des efforts pour toucher les électeurs afro-américains. Selon Sharon Castillo, porte-parole de l'équipe, la campagne s'efforce de veiller à ce que les petits journaux afro-américains locaux aient tout autant accès aux personnalités et aux informations que les grands quotidiens tels que le New York Times.

Mais selon Mme Castillo, c'est surtout dans la politique du gouvernement Bush que l'on voit les efforts faits par les républicains pour toucher les minorités. Citant les programmes visant à améliorer l'éducation et à accroître le nombre des membres de groupes minoritaires qui ont accès à la propriété foncière pour la première fois, elle souligne que le président fera campagne sur les questions importantes.

Outre les médias classiques, l'équipe de M. Bush utilise également Internet, outil de campagne popularisé par l'ex-gouverneur du Vermont, M. Howard Dean. Elle ne l'a pas encore beaucoup utilisé pour lancer des appels de fonds - elle n'a collecté que quelque 3,5 millions de dollars "en ligne" - mais elle s'est servi de la messagerie électronique et de la Toile pour diffuser des informations sur la campagne et, depuis peu, elle utilise son site pour répondre aux critiques de ses rivaux démocrates.

Le site Internet Bush-Cheney offre un clip vidéo qui accuse le favori parmi les candidats démocrates, M. John Kerry, sénateur du Massachusetts, d'avoir des liens avec divers groupes d'intérêt, tels que les sociétés de télécommunications et de produits pharmaceutiques. Quelque six millions de supporters de M. Bush ont reçu le lien vers ce clip.

Selon certains rapports, la Maison-Blanche aurait préféré attendre jusqu'au printemps ou l'été de 2004 avant de commencer une campagne active de spots télévisés mais, d'après le New York Times, les sondages montrant que M. Bush perdait du terrain par rapport à ses rivaux démocrates et les attaques de ces derniers contre le président ont poussé les directeurs de la campagne républicaine à passer à l'offensive plus tôt que prévu.

Pour en savoir plus:

Site Internet officiel de la campagne Bush-Cheney: www.georgewbush.com

Site Internet du Comité national républicain: www.rnc.com
(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat.
Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI208 03/09/2004

Les Afro-Américains et les élections de 2004 aux Etats-Unis

(Un entretien avec M. Ron Walters) (1540)

Dans une récente interview, M. Ron Walters, directeur de l'"African-American Leadership Institute" de l'université du Maryland, a parlé avec Darlisa Crawford, correspondante du "Washington File", du rôle des Afro-Américains dans l'élection présidentielle de 2004. M. Walters est un spécialiste bien connu sur la participation afro-américaine à la politique électorale et commentateur politique pour une chaîne de télévision.

La transcription de l'interview est donnée ci-dessous.

Question: Quelles sont les principales préoccupations de l'électorat afro-américain pour l'élection de 2004?

Walters: Le Centre d'études politiques et économiques, un groupe de réflexion noir, a mené des enquêtes à l'occasion des derniers cycles électoraux et ce sont toujours les mêmes questions qui reviennent. La plus importante, cette fois, est celle de l'emploi parce que le taux de chômage des Noirs est deux fois plus élevé que celui des Blancs. Il est d'environ 11 %, contre 5,1 ou 5,2 pour les Blancs.

C'est donc une question importante pour la communauté noire parce que le chômage est tellement élevé.

Et puis, l'enseignement est une autre question importante. Nous célébrons le cinquantième anniversaire de la décision "Brown v. Board of Education" dans laquelle la Cour suprême décidait d'intégrer les écoles américaines. Et pourtant, nous continuons à vivre dans un environnement ségrégué en matière d'éducation puisque 80 % des enfants noirs fréquentent des écoles qui sont à plus de 50 % noires alors que 60 % des enfants blancs fréquentent des écoles qui sont à plus de 50 % blanches. L'éducation - et surtout l'enseignement supérieur - est donc une question importante car elle mène à la mobilité sociale et au statut professionnel. Les électeurs s'intéressent beaucoup à la question des dons et du financement de la scolarité par le gouvernement.

Et puis, il y a, évidemment, la question des soins médicaux, et des différences entre les Noirs et les Blancs au plan des maladies, des conditions de traitement et de la couverture de l'assurance. Ce sont là les trois principales questions.

Selon certaines études et enquêtes récentes, la guerre en Irak vient en quatrième place, surtout parce que les Noirs représentent un pourcentage tellement élevé des soldats morts et blessés. Vingt pour cent des victimes en Irak sont des noirs, c'est donc une source de préoccupation comme l'est l'utilisation des ressources financières pour la guerre.

Question: En 2002, dans une enquête au niveau national, le Centre d'études politiques et économiques a demandé aux répondants noirs de dire s'ils se considéraient comme démocrates, indépendants ou républicains. Bien que 63 % se disent toujours démocrates, le chiffre est en baisse puisqu'ils étaient 74 % en 2000. Cette tendance se poursuit-elle et le parti républicain fait-il des efforts spéciaux pour ramener les Afro-Américains dans le parti d'Abraham Lincoln?

Walters: A chaque élection, le parti républicain dit faire de tels efforts, mais les résultats ne sont guère visibles. Certains Afro-Américains disent, par exemple, qu'ils ont changé de parti. Or, en ce moment, le groupe politique qui enregistre la croissance la plus forte n'est ni l'un ni l'autre des deux grands partis, mais les indépendants. Pourtant, lorsque l'on examine la manière dont les individus votent, lors des dernières élections, les Afro-américains ont voté démocrate à 90 %, tous groupes d'âge confondus. Alors, bien que certaines des études précédentes du Centre montrent que les jeunes Noirs de moins de 35 ans sont plus conservateurs sur certaines questions, en matière de comportement électoral, ils votent pratiquement comme leurs aînés.

Question: Les récents efforts faits pour redessiner les circonscriptions électorales dans des Etats tels que le Texas ont-ils eu un effet sur les communautés minoritaires?

Walters: La question du nouveau découpage électoral au Texas devra, en dernière analyse, être tranchée par les tribunaux à cause des irrégularités qui ont entaché le processus. La question qui se pose ici est de savoir si cette dilution de l'électorat noir et hispanophone est contraire ou non à la Loi sur le droit de vote ("Voting Rights Act") de 1965. Nombre d'experts pensent que le redécoupage est légal mais, dans l'esprit de beaucoup d'avocats, il constitue clairement une violation car il a dilué l'électorat. Alors le combat va se poursuivre et il n'affectera probablement pas les Afro-Américains sauf si un grand nombre d'Etats décident de procéder à des redécoupages au milieu du cycle. C'est là une des raisons pour lesquelles je pense que la Cour suprême va invalider cette pratique.

Question: Comment les efforts faits pour réformer les élections depuis 2000 vont-ils affecter les électeurs afro-américains?

Walters: Ils devraient accroître la participation dans la mesure où la loi "Help America Vote" (aider l'Amérique à voter) a fourni aux Etats et aux collectivités les ressources économiques nécessaires pour acheter des machines modernes. Celles-ci devraient contribuer à relever les taux de participation des Afro-Américains parce que leurs scrutins ont été disqualifiés hors de toute proportion lors des dernières élections présidentielles. Cela s'explique en partie par le fait que les machines les plus vieilles avaient été installées dans les zones urbaines pauvres. Si l'on installe les nouvelles machines dans ces quartiers cela devrait contribuer à faire compter le vote afro-américain. Parmi les autres volets importants de la réforme électorale, on doit citer la meilleure formation des responsables des stations de vote, la meilleure gestion des listes d'électeurs, la capacité des électeurs de vérifier leur statut, la restauration des droits de vote après condamnation pour crime, etc.

Question: Les jeunes Afro-Américains vont-ils être un facteur important dans cette élection et y a-t-il des opérations d'inscription des électeurs ciblées sur eux?

Walters: Il y a de nombreuses opérations d'inscription ciblées sur les jeunes. MTV, évidemment - la station de télévision à vocation jeune - a plusieurs programmes ciblés sur eux. Mais la grande organisation apolitique appelée "Youth Vote" (Vote des jeunes) est financée par des sources diverses et c'est sans doute la principale organisation à cibler les jeunes.

Il y a aussi une organisation appelée "Black Youth Vote" (Vote des jeunes Noirs), qui fait partie d'une association plus importante, la "National Coalition on Black Civic Participation" (Coalition nationale pour la participation civique des noirs). "Black Youth Vote" existe depuis un bon moment et elle cible les jeunes de moins de 35 ans. D'une manière générale, le vote des jeunes Noirs va être important parce qu'ils représentent environ 40 % de l'électorat noir. On a fait de gros efforts pour accroître le taux de participation des jeunes parce qu'il se situe autour des 35 %, contre plus de 50 % pour les Afro-Américains plus âgés.

Question: Pourquoi la campagne du pasteur afro-américain Al Sharpton pour l'investiture démocrate est-elle importante et jusqu'à quand va-t-il rester dans la course?

Walters: La campagne d'Al Sharpton est importante d'abord parce que cet homme représente les Afro-Américains qui, d'une manière générale, ne sont pas présents aux plus hauts niveaux de la politique nationale. Il n'y a jamais eu de président afro-américain; il n'y a pas de Noirs actuellement au Sénat*; il y en a 39 à la Chambre des représentants et un seul à la Cour suprême. Lorsque l'on regarde aux plus hauts niveaux du gouvernement, les Noirs sont absents; alors d'avoir Al Sharpton dans la course constitue un plus pour les Afro-Américains.

* (Note de la rédaction: Carol Moseley Braun a été sénatrice de l'Illinois de 1993 à 1999 et elle s'est présentée comme candidate dans les primaires et les caucus démocratiques.)

En deuxième lieu, dans la mesure où il peut recueillir des voix de délégués, il sera en mesure de représenter les intérêts afro-américains à la convention nationale et auprès du candidat du parti à la présidence. Plus le groupe de ses délégués sera important, et plus il aura d'influence.

On compare Al Sharpton au pasteur Jesse Jackson qui s'est présenté comme candidat à la présidence pour la première fois en 1984 et qui est arrivé à la convention avec 384 délégués. En 1988, lorsqu'il s'est présenté pour la deuxième fois, il avait 1.200 délégués. A l'évidence, il était en excellente position pour faire jouer son influence. C'est ce que beaucoup de gens espèrent, qu'Al Sharpton sera en mesure de rééditer l'exploit de Jesse Jackson dans la politique présidentielle.

Question: Avez-vous d'autres commentaires à ajouter?

Walters: Lors du cycle électoral de 2000, les inscriptions des Afro-Américains étaient presque égales [NDLR: en pourcentage de leur population totale] à celles des Blancs: la différence n'était que de 2 %. En matière de vote, la même chose s'était passée: la différence n'était de que 2,9 %. C'est quelque chose de très important car cela montre le chemin parcouru depuis la promulgation de la loi de 1965 sur le droit de vote. Pendant longtemps, l'inscription et le vote des Noirs ont été sensiblement inférieurs à ceux des Blancs; en 2000, les Afro-Américains avaient pratiquement rattrapé le temps perdu; en 2004 je ne serais donc pas surpris si le vote noir dépassait le vote blanc.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)